

Troisième trimestre 2011

Les perspectives de ralentissement économique pèsent sur l'emploi

Si l'activité française a progressé de + 0,3 % au troisième trimestre 2011, la dégradation du contexte économique, perceptible à partir de l'été, a eu des effets immédiats sur le marché du travail. Dans la région, après deux trimestres d'embellie, le redressement de l'emploi salarié s'est interrompu dans tous les secteurs d'activité. Le secteur de la construction régionale est le plus touché. Dans le même temps, le chômage est reparti à la hausse. Le nombre d'inscriptions à Pôle emploi a accéléré, notamment chez les seniors. Le taux de chômage localisé a augmenté et s'établit désormais à 11 % de la population active, son plus haut niveau depuis 2001.

Dans la zone euro, la dégradation de la situation économique perceptible à partir de l'été 2011, s'est confirmée à l'automne. Elle s'est accompagnée de tensions croissantes sur le financement des dettes publiques, notamment en Italie. Ces tensions se sont ensuite étendues au système financier, malgré l'intervention récente des banques centrales pour alimenter le système bancaire en liquidités.

Dans l'ensemble des économies avancées, l'activité a progressé au troisième trimestre 2011 à un rythme supérieur à celui du deuxième trimestre (+ 0,5 % après + 0,2 %). Cette accélération est néanmoins

Repères nationaux

	Variations annuelles (en %)	
	2010	2011
PIB (*)	1,4	1,6
Dépenses de consommation des ménages (*)	1,3	0,6
Prix à la consommation (**)	1,8	2,5

(*) Aux prix de l'année précédente chaînés - données CVS-CJO.

(**) Glissements annuels calculés au 31 décembre.

■ Prévisions issues de la note de conjoncture nationale de l'Insee.

Source : Insee

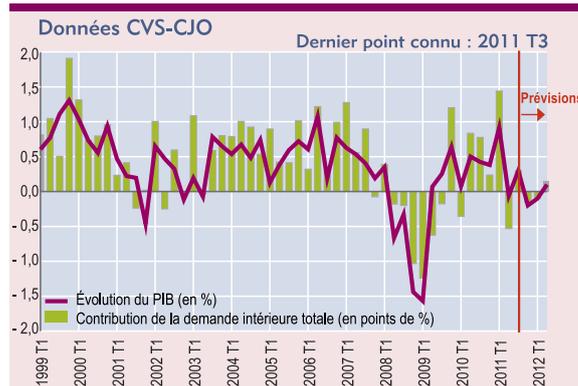
Contexte international

	Moyennes annuelles	
	2010	2011
Taux de change euro-dollar	1,33	1,40
Cours du baril de pétrole (brent)	79 \$	111 \$

Note de lecture : en moyenne sur 2011, 1 euro vaut 1,4 dollar.

Source : Insee

PIB et demande intérieure totale en France



Source : Insee

économie
conjoncture

www.insee.fr

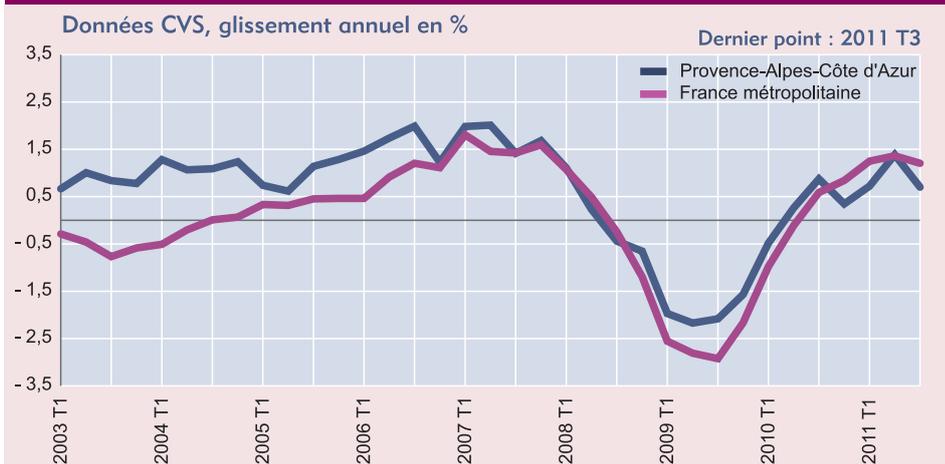
- Régions
- Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Les publications

Emploi salarié dans les secteurs concurrentiels, hors agriculture et particuliers employeurs

largement imputable au Japon, où l'activité a rebondi, soutenue par la remise en marche de l'appareil productif après le séisme du 11 mars dernier. L'économie japonaise s'est nettement redressée, progressant de + 1,5 % au troisième trimestre 2011 après trois trimestres consécutifs de repli. Ce redémarrage a également permis un rattrapage de la consommation des ménages américains, notamment en automobiles, et l'activité aux États-Unis a légèrement accéléré au troisième trimestre (+ 0,5 % après + 0,3 %).

De son côté, la zone euro marque le pas. L'activité est restée faible au troisième trimestre, progressant de + 0,1 % après + 0,2 % au trimestre précédent. Les économies française (+ 0,3 % après - 0,1 %) et allemande (+ 0,5 % après + 0,3 %) ont accéléré, sous l'effet notamment du rebond de consommation des ménages. En revanche, l'activité a stagné en Espagne et s'est repliée en Italie (- 0,2 %), freinée par la demande intérieure.

Le rebond de l'activité en France au troisième trimestre a résulté du dynamisme conjoint des exportations (+ 0,7 % après + 0,5 %) et de la consommation des ménages (+ 0,3 % après - 0,8 %). Le sursaut de la consommation des ménages s'explique en particulier par celui des dépenses en énergie (+ 6,3 %) : après avoir fortement baissé en raison d'un hiver et d'un printemps particulièrement doux, elles ont retrouvé au troisième trimestre 2011 leur niveau normal. Les achats d'automobiles se sont stabilisés au troisième trimestre (+ 0,2 %), après avoir fortement reculé au deuxième trimestre



Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs d'un trimestre aux effectifs du même trimestre de l'année précédente.

Source : Insee, Estimations d'emploi

(- 11,0 %), en lien avec la fin des effets de la prime à la casse. Le rebond de la consommation des ménages, en partie technique, est donc resté limité. Dans le même temps, les dépenses en produits manufacturés ont continué de se replier. Face aux incertitudes économiques, les ménages ont maintenu par précaution leur taux d'épargne à un niveau historiquement élevé (proche de 17 %). Enfin, pour la première fois depuis 2010, l'investissement des entreprises non financières a diminué (- 0,3 % au troisième trimestre 2011), signe que l'élan de la demande intérieure est grippé.

Sur le marché du travail, le rythme de créations d'emploi dans les secteurs marchands non agricoles s'est nettement infléchi au troisième trimestre 2011, avec en particulier une contraction de l'emploi dans l'intérim. Parallèlement, le taux de chômage a augmenté en France métropolitaine pour la première fois depuis fin 2010.

L'emploi salarié s'est rapidement ajusté aux perspectives de dégradation de l'activité

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, l'emploi salarié des secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs (58 % de l'emploi total) a baissé au troisième trimestre 2011. Sur un an, le redressement de l'emploi salarié régional s'est interrompu : après une hausse soutenue au premier semestre 2011, son évolution annuelle est restée positive mais s'est nettement infléchie au troisième trimestre 2011. La hausse de l'emploi salarié s'est établie à + 0,7 %, après + 1,4 % à l'issue du trimestre précédent (soit 7 700 emplois salariés supplémentaires sur un an). Cet ajustement rapide des effectifs semble répondre à la dégradation des perspectives d'activité à l'œuvre depuis cet été. Au total, fin septembre, la région Paca comptait 1 106 000 salariés. Seul un emploi sur deux détruits durant la crise de 2008-2009 a été reconstitué.

En **France métropolitaine**, l'emploi salarié a marqué le pas au troisième trimestre 2011, après six trimestres consécutifs de hausse. Il progressait jusqu'alors à un rythme moyen de + 0,3 % par trimestre. Ce coup d'arrêt s'explique notamment par la forte baisse des effectifs intérimaires dont les évolutions sont très sensibles à la conjoncture : - 16 000 par rapport au deuxième trimestre. Sur un an, l'emploi salarié a cependant progressé plus rapidement qu'au niveau régional (+ 1,2 %

Emploi salarié par secteur d'activité

Secteurs d'activité	Données CVS				
	Emploi salarié au 3 ^e trimestre 2011				
	Provence-Alpes-Côte d'Azur			France métropolitaine	
	Effectifs au 31/09	Variation trimestrielle (en %)	Glissement annuel (en %)	Variation trimestrielle (en %)	Glissement annuel (en %)
Industrie	157 876	- 0,5	1,3	- 0,1	0,0
Construction	108 380	- 1,6	- 1,6	0,2	0,0
Tertiaire	804 709	- 0,3	1,0	0,2	1,6
Commerce	237 005	- 0,6	0,3	0,1	1,0
Services	567 704	- 0,2	1,2	0,3	1,9
Ensemble hors intérim	1 070 965	- 0,5	0,7	0,1	1,1
Intérim(*)	34 982	1,5	- 0,6	- 2,7	3,5
Ensemble	1 105 947	- 0,4	0,7	0,0	1,2

(*) La ventilation de l'intérim par secteur utilisateur n'est pas disponible à l'échelon régional.

Note : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs du 30 septembre 2011 à ceux du 30 septembre 2010.

Source : Insee, Estimations d'emploi

Dégradation de l'emploi salarié dans le tertiaire

contre + 0,7 %). Au final, 186 000 salariés supplémentaires ont été enregistrés depuis le troisième trimestre 2010.

Le chômage régional à son plus haut niveau depuis 2001

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, le taux de chômage localisé⁽¹⁾ a également augmenté (+ 0,1 point soit 11 % de la population active) au troisième trimestre 2011. Il rejoint ainsi son plus haut niveau depuis 2001. La dégradation du marché du travail s'est notamment traduite par la hausse marquée du nombre de demandeurs d'emploi⁽²⁾ inscrits à Pôle emploi : + 1,9 % en moyenne au cours du troisième trimestre 2011, soit 6 500 demandeurs d'emploi supplémentaires. La hausse s'est poursuivie avec la même vigueur sur la fin de l'année. Elle s'est même accélérée pour les demandeurs d'emploi n'ayant déclaré aucune activité. Si la demande d'emploi des moins de 25 ans s'est stabilisée, les seniors ont de nouveau été les plus touchés par cette dégradation. Entre septembre 2010 et septembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans a augmenté de 18 % dans la région. Parallèlement, le chômage de longue durée a poursuivi sa progression : le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an a augmenté de 12,4 % sur la même période.

En **France métropolitaine**, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,2 point au troisième trimestre 2011, pour s'établir à 9,3 % de la population active.

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, l'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim (75 % des effectifs) a diminué au troisième trimestre 2011. Cette baisse a concerné autant les services que le commerce, secteur dont les effectifs avaient renoué avec la hausse début 2011. Sur un an, le tertiaire marchand est cependant resté porteur d'emplois : 7 700 postes y ont été créés depuis le troisième trimestre 2010, soit + 1,0 % après + 1,6 % au trimestre précédent.

Au niveau régional, les salariés intérimaires sont comptabilisés dans le tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Après une baisse conséquente au deuxième trimestre 2011, leur effectif a légèrement augmenté au troisième trimestre. Sur un an, le nombre de travailleurs temporaires s'est replié (- 0,6 %), mais est resté à un niveau légèrement supérieur à la moyenne de ces dix dernières années.

En **France métropolitaine**, la hausse de l'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim s'est poursuivie au troisième trimestre 2011. Sur un an, la tendance reste bien orientée : le secteur a créé 166 000 emplois (+ 1,6 %) entre le troisième trimestre 2010 et le troisième trimestre 2011. Pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2009, les effectifs intérimaires de ce secteur ont baissé (- 3,0 % après + 1,4 % au deuxième trimestre 2011).

En France, selon les dernières enquêtes de conjoncture, l'activité se serait nettement dégradée dans les services marchands au quatrième trimestre 2011,

avant de se stabiliser au mois de janvier 2012. Les perspectives pour les mois à venir restent toutefois pessimistes. D'après les chefs d'entreprise dans le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobiles, leur activité se serait repliée ces derniers mois. Les perspectives d'activité restent déprimées pour les mois à venir.

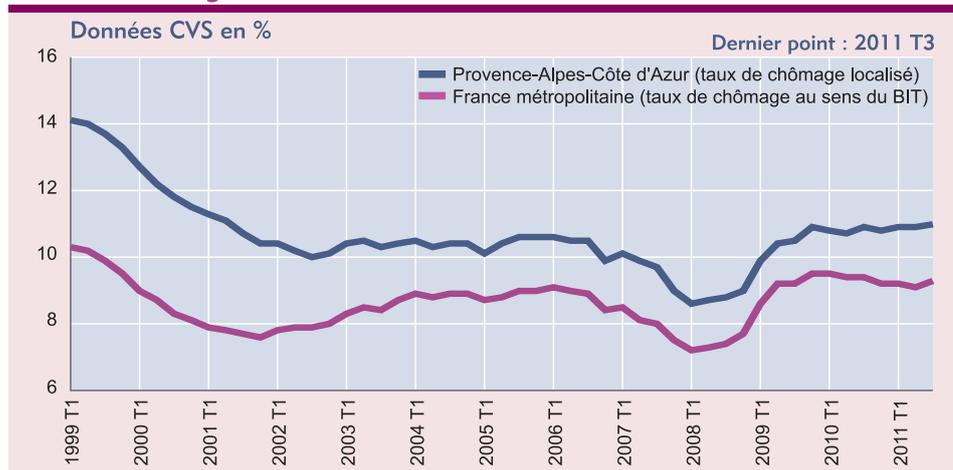
Coup de frein de l'emploi dans l'industrie

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, la hausse de l'emploi industriel hors intérim (15 % des effectifs), à l'œuvre depuis fin 2010, s'est interrompue au troisième trimestre 2011. Sur un an, la progression des effectifs de ce secteur est toutefois restée conséquente : après avoir connu un pic historique au deuxième trimestre 2011 (+ 1,7 % sur un an), le rythme annuel de créations d'emplois industriels est demeuré largement positif (+ 1,3 %, soit 2 000 emplois supplémentaires par rapport au troisième trimestre 2010).

En **France métropolitaine**, le nombre d'emplois salariés industriels hors intérim s'est inscrit en légère baisse au troisième trimestre 2011. Sur un an, l'évolution de l'emploi de ce secteur s'est toutefois stabilisée pour la première fois en dix ans. Le nombre d'intérimaires en mission dans le secteur industriel (environ 8 % des effectifs salariés du secteur) à la fin de l'été 2011 s'est également contracté. Sur un an, l'évolution des effectifs intérimaires du secteur a ralenti tout en restant positive (+ 4,3 % après + 14,8 % au deuxième trimestre 2011).

Au niveau national, les industriels interrogés en janvier 2012 font état d'une nouvelle dégradation de leur activité au quatrième trimestre 2011. Les demandes globales et étrangères adressées aux industriels ont reculé : les soldes d'opinion correspondants se replient par rapport au troisième trimestre et sont désormais nettement inférieurs à leur moyenne de longue période. Pour le premier trimestre 2012, les perspectives d'évolution de la demande aux entreprises restent mal orientées.

Taux de chômage



Source : Insee

(1) Pour les taux régionaux et départementaux, on mesure un taux de chômage "localisé", cohérent avec le taux de chômage au sens du BIT national, mais calculé selon une méthode différente. Il s'agit de taux en moyenne sur le trimestre.

(2) Inscrits en catégories A, B, C, catégories qui regroupent l'ensemble des inscrits tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Activité en berne dans le secteur de la construction régionale

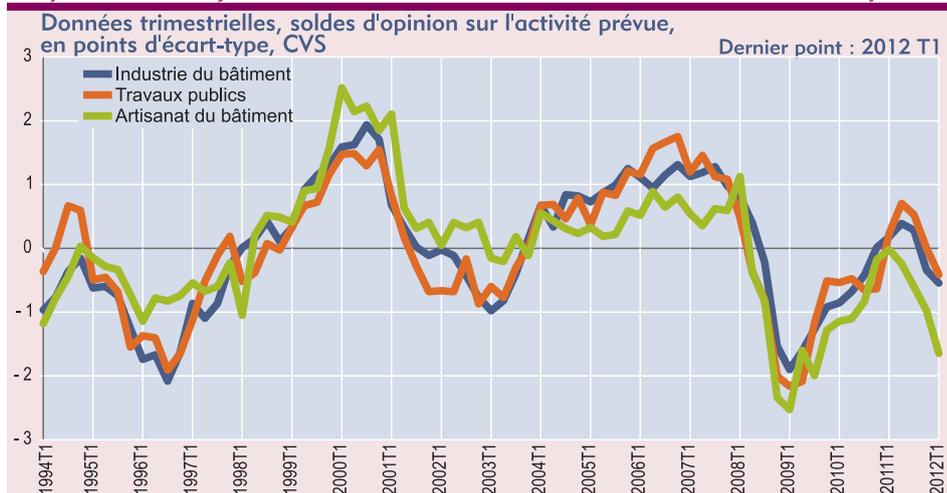
En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié dans la construction hors intérim (10 % des effectifs) s'est fortement contracté au troisième trimestre 2011. Ce repli fait suite à deux trimestres consécutifs de légère hausse. Sur un an, le ralentissement de la baisse de l'emploi salarié de ce secteur, amorcé deux ans auparavant, s'est interrompu (-1,6 % contre -0,3 % au deuxième trimestre 2011). Par rapport au troisième trimestre 2010, les pertes d'emploi se sont élevées à 1 800, contre 400 le trimestre précédent.

Plusieurs indicateurs semblent confirmer une dégradation de l'activité particulièrement marquée dans la région. Même si l'on a noté une amélioration sur l'année 2011, le nombre moyen de mises en chantier⁽³⁾, depuis fin 2008, est resté inférieur d'un tiers à celui d'avant crise. À titre de comparaison, au niveau national, les mises en chantier ont été inférieures de seulement 14 % au cours des mêmes périodes. Par ailleurs, les ventes régionales de logements neufs ont fortement baissé pour le troisième trimestre consécutif. Durant l'été 2011, 3 450 maisons et appartements ont été vendus, soit un repli de 25,3 % sur un an (contre -12,9 % en France métropolitaine). De plus, les mises en vente et les annulations de réservations ont été supérieures aux ventes et aux abandons de logements commercialisés. En conséquence, l'encours de logements neufs proposés à la vente fin septembre 2011 a augmenté de 25,7 % par rapport à celui de fin septembre 2010. Pourtant, le prix moyen au mètre carré des appartements neufs a encore progressé (+5,1 % par rapport au troisième trimestre 2010). Le prix moyen par lot dans le neuf (maison individuelle et son terrain) a augmenté quant à lui de 17,5 % sur un an.

En France métropolitaine, l'emploi salarié dans la construction hors intérim, s'est inscrit en légère hausse au troisième trimestre 2011. Sur un an, les effectifs se sont stabilisés (après -0,5 % le trimestre précédent). Le nombre d'intérimaires dans la construction (8 % des effectifs du secteur) a également augmenté (+3 100 emplois, par rapport au deuxième trimestre 2011).

(3) En date d'enregistrement.

Enquêtes de conjoncture nationales dans le bâtiment et les travaux publics



Lecture : le solde d'opinion relatif à l'artisanat du bâtiment est en repli au 1^{er} trimestre 2012, signe d'une détérioration de l'activité prévue : les chefs d'entreprise de ce secteur sont plus nombreux à reporter une réponse négative sur leur activité prévue.

Note : le solde d'opinion est la différence entre le pourcentage de réponses en hausse et le pourcentage de réponses en baisse pour une question donnée, ici l'activité prévue. Pour faciliter la comparaison entre les trois secteurs (travaux publics, industrie du bâtiment, artisanat du bâtiment), les données sont centrées - réduites (moyenne nulle et écart-type égal à un).

Sources : Insee et FNTP, enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise

Au mois de janvier, les enquêtes menées auprès des entrepreneurs dans l'artisanat du bâtiment et dans les travaux publics, font état d'une nouvelle dégradation de leurs perspectives d'activité. Les chefs d'entreprise de l'industrie du bâtiment indiquent, pour leur part, un climat conjoncturel stable, mais restent pessimistes concernant leur activité dans les prochains mois.

Perspectives nationales

Coup de froid sur l'activité à partir du quatrième trimestre 2011

Les tensions croissantes apparues cet été sur les dettes publiques de la zone euro dégradent le climat des affaires qui s'établit désormais nettement en dessous de sa tendance de longue période. Ces turbulences commencent déjà à affecter l'économie réelle via le durcissement des conditions de financement des entreprises et des ménages. La zone euro traverserait, cet hiver, un court épisode récessif. Les pays ne seraient toutefois pas affectés avec la même intensité par la contraction de l'activité : elle serait plus marquée en Espagne et en Italie qu'en Allemagne et en France. L'activité française se contracterait au quatrième trimestre 2011 (-0,2 %) ainsi qu'au premier trimestre 2012 (-0,1 %) avant de progresser faiblement au deuxième trimestre 2012 (+0,1 %). La situation sur le marché de l'emploi continuerait de se détériorer : 14 000 emplois seraient supprimés au niveau national au second semestre 2011

puis 61 000 au premier semestre 2012. Enfin, le taux de chômage métropolitain augmenterait de 0,3 point d'ici mi-2012, pour atteindre 9,6 % de la population active. Les ménages, confrontés au chômage et à un pouvoir d'achat stagnant, maintiendraient un niveau d'épargne élevé. La consommation des ménages ne soutiendrait donc que faiblement la croissance française à l'horizon de l'été 2012.

L'aléa essentiel qui entoure ces prévisions concerne l'ampleur de l'impact des turbulences financières sur l'économie réelle, notamment dans la zone euro. À l'inverse, les mesures prises par les gouvernements pourraient restaurer la confiance des agents économiques et provoquer un rebond plus marqué de l'activité dans la zone euro comme en France.

Bérangère Duploux
Éric Rubiloni

POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez la note de conjoncture nationale de décembre 2011 : "La zone euro marque le pas" sur www.insee.fr

Institut National de la Statistique
 et des Études Économiques
 Provence-Alpes-Côte d'Azur
 17 rue Menpenti
 13387 Marseille Cedex 10
 Tél : 04 91 17 57 57 Fax : 04 91 17 59 60

Directeur de la publication : **Renan Duthion**
 Chef du service Études et Diffusion : **Olivier Biau**
 Rédacteur en chef : **Claire Joutard**

© Insee 2012
 Dépôt légal : février 2012
 N° ISSN : 2114-8260
 Réf : ANA121832